



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

ARRETE MUNICIPAL

112-2013/PM/AA/KE

Objet : Arrêté permanent portant autorisation d'occupation du domaine public communal au droit du n°2, de la rue Francisco Ferrer.

NOUS, MAIRE DE PERSAN,

VU Le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1 et suivants,

VU Le Code de commerce, notamment son article R.310-8,

VU Le Code Pénal, notamment les articles R.610-1 à R.610-5,

VU La Loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et ses textes d'application,

VU La délibération 52-2004 fixant les tarifs des droits de voirie,

VU La demande présentée par Monsieur Vincent DIRIL, Gérant de la société LES QUATRE CHEMINS

CONSIDERANT Que Monsieur Vincent DIRIL sollicite un emplacement sur le domaine public en vue d'y implanter une terrasse,

ARRETONS

Article 1

Le commerce **LES QUATRE CHEMINS** est autorisé à occuper le domaine public au droit de son établissement sur une surface de 2m x 5m, soit 10m², en vue d'y implanter une terrasse. L'implantation de cette dernière devra être réalisée sans fixation ni perçage du sol.

Article 2

L'emprise accordée sous réserve de l'acquittement des droits, est strictement limitée sur l'espace désigné à l'article premier du présent arrêté et ne doit en aucun cas apporter une gêne à la circulation des usagers.

Article 3 :

Tout arrêt ou stationnement de véhicule dans l'emprise désignée à l'article précédent sera considéré comme gênant conformément à l'article 417-1 et suivant du Code de la route. Il pourra être procédé à l'enlèvement et à la mise en fourrière de celui-ci, dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Article 4 :

Les droits conférés par le présent arrêté sont strictement personnels et ne être transmis à des tiers.

Article 5 :

Monsieur le Sous-préfet de Pontoise, Monsieur le Commissaire de Police de Persan, Monsieur le Commandant de brigade de Gendarmerie de Beaumont sur Oise, Monsieur le Chef de Service de Police Municipale de Persan, ainsi que tous les agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté sera transcrit sur le registre des Arrêtés Municipaux, transmis à Monsieur le sous-Préfet de Pontoise, publié et affiché conformément à la législation en vigueur

Fait à Persan, le 29 mars 2013



M. Philippe COUSIN

Maire de Persan